

## Iran. Au quarantième jour des manifestations : un massacre monstrueux exécuté à huis clos



*Un sniper équipé d'une mitrailleuse, posté sur le toit de l'hôtel de ville d'Ispahan*

Par Human Rights Activists in Iran – HRANA

Au quarantième jour des manifestations, la poursuite des politiques de contrôle des communications, la vague d'arrestations et les inquiétudes croissantes concernant la sécurité des centres médicaux pour les blessés ont été parmi les développements les plus significatifs. En outre, la pression exercée par le gouvernement sur les journalistes et le transfert des manifestants blessés des hôpitaux vers des centres de détention ont persisté, suscitant des réactions internationales.

### Perturbations et coupures continues d'Internet : pression sur la circulation de l'information et impact économique

Au quarantième jour des manifestations, les perturbations et coupures généralisées d'Internet sont restées l'un des principaux outils utilisés par le gouvernement pour restreindre la circulation de l'information et réduire la capacité des manifestants à s'organiser. *NetBlocks* a signalé que la coupure d'Internet en était à son vingt-huitième jour, tandis que les limitations imposées aux outils de contournement se sont simultanément intensifiées. Cette situation a effectivement entraîné de graves perturbations dans l'accès des citoyens à l'information, à la communication avec leurs proches, aux services en ligne et aux médias indépendants. Dans ce contexte, le ministre iranien des Communications, évoquant les conséquences économiques, a déclaré que le coût de la coupure d'Internet s'élevait à «cinq mille milliards de tomans par jour» (environ 35 millions de dollars). Au-delà de son impact sur les entreprises en ligne, ce chiffre reflète les répercussions directes sur les moyens de vie des ménages et les activités économiques des petites et moyennes entreprises.

Dans le même temps, le journal *Sazandegi*, dans un rapport analytique, a décrit la coupure nationale d'Internet comme un signe d'échec politique et une crise dans la gestion des communications. Il a souligné que le blocage généralisé empêche non seulement la transmission d'informations et d'images sur les protestations, mais conduit également à une baisse encore accrue de la confiance de la population, à une incertitude accentuée et à une aggravation des dommages économiques.

Par ailleurs, la Fédération internationale des journalistes a publié des déclarations en réponse à la répression des forces de sécurité visant des journalistes et des militants des médias, signalant l'arrestation de deux photojournalistes : Hamed Araghi, arrêté à Téhéran, et Artin Ghazanfari, arrêté à Mashhad après une perquisition à son domicile et la saisie de son matériel. Cette position, associée à la coupure continue d'Internet, donne une image claire des efforts systématiques du gouvernement pour contrôler le discours public : couper les communications pour limiter la diffusion des informations, tout en arrêtant et en faisant pression sur les journalistes et les photographes afin de restreindre la production de contenu et la documentation sur le terrain. Dans l'ensemble, les développements observés au trentième jour des manifestations montrent que le contrôle de l'information reste l'un des piliers centraux de la politique de répression, allant au-delà du « filtrage » pour aboutir à un « blocage complet », à une « augmentation des coûts sociaux et économiques » et à la « sécurisation de l'activité médiatique ».

### **Escalade des arrestations massives et intensification des mesures de sécurité**

Ces derniers jours, des informations font état d'arrestations massives dans différentes villes. Outre des détentions isolées de citoyens dans plusieurs endroits, des informations font état de l'arrestation de plus de 300 citoyens dans la province de Semnan [nord de l'Iran], ainsi que de la détention d'au moins 54 citoyens dans des villes telles que Yazd, Zanjan et Malard. Au niveau individuel, des cas tels que l'arrestation d'un poète et écrivain à Téhéran et celle d'un citoyen bahá'í [religion fondée au 19e siècle] à Mashhad (suivie de son transfert à la prison de Vakilabad) reflètent le large éventail de personnes visées par les mesures de sécurité.

Ces dernières ne se sont pas limitées aux seules arrestations, les militants syndicaux, les minorités religieuses et les athlètes étant également soumis à des pressions, parallèlement aux efforts visant à contrôler le flux d'informations. Des rapports font également état de la diffusion continue d'« aveux forcés» dans le cadre d'une stratégie d'intimidation et de la construction d'un discours officiel autour des manifestations, tandis que certaines arrestations ont été accompagnées d'une absence d'information des familles sur le sort des détenus. Pris ensemble, ces développements indiquent qu'au trentième jour des manifestations, les agences de sécurité continuent de poursuivre une approche centrée sur les arrestations massives, l'intimidation et le contrôle du discours.

### **Statistiques à la fin du quarantième jour des manifestations, 6 février 2026 :**

- Nombre de rassemblements/manifestations enregistrés: **674**
- Nombre de villes (sans répétition): **210**
- Nombre de provinces (sans répétition): **31**
- Nombre total d'arrestations: **50 842**
- Étudiants arrêtés: **109**
- Diffusion d'aveux forcés: **307**
- Convoqués par les services de renseignement/sécurité: **11 046**
- Personnes gravement blessées: **11 009**
- **Décès confirmés: 6 883**
- Manifestants: **6 445**
- Enfants (moins de 18 ans): **164**
- Forces affiliées au gouvernement: **214**
- Non-manifestants/civils: **60**
- **Décès faisant l'objet d'une enquête: 17 091**

## **Inquiétudes concernant l'accès aux soins médicaux et les informations faisant état de poursuites et d'arrestations de blessés**

L'un des principaux développements de ces derniers jours a été le nombre croissant d'informations faisant état de blessé·e·s craignant de se rendre dans des centres médicaux, ainsi que de signalement faisant état de manifestants blessés poursuivis et arrêtés dans des hôpitaux. Le ministère iranien de la Santé a implicitement reconnu l'existence de ces craintes et, tout en soulignant que le fait de se faire soigner dans des établissements médicaux «ne pose aucun problème», a exhorté les blessés à ne pas se soigner chez eux ! Dans ce contexte, il a été déclaré qu'environ 3000 blessés ont sollicité des soins médicaux dans des centres de soins ces derniers jours.

Dans le même temps, la Rapporteur·e·s spéciale des Nations unies sur la situation des droits de l'homme en Iran (Mai Sato) a exprimé sa profonde préoccupation face aux nombreux rapports faisant état de «l'enlèvement de blessés dans les hôpitaux» et de leur transfert vers des centres de détention, qualifiant ces actions de violation flagrante du droit à accéder à des soins médicaux. Selon les informations publiées, les forces de sécurité identifient les personnes blessées dans le cadre des manifestations et les font sortir des hôpitaux pour les arrêter. Cette pratique décourage non seulement les blessés de se faire soigner, mais augmente également le risque d'aggravation des blessures et de mortalité plus élevée en raison du manque de traitement. En outre, des informations font état de pressions exercées sur le personnel médical, notamment des menaces ou des arrestations de médecins et d'infirmières qui ont soigné les blessés. En réponse, plus de 4000 médecins ont signé une déclaration condamnant la répression des forces de sécurité visant le personnel médical. Ces conditions indiquent que ces derniers jours, l'« espace médical» lui-même est devenu sécurisé, et que l'accès libre et sûr aux soins de santé est gravement menacé.

## **Positions nationales, dénégations et discours officiels**

Le journal *Kayhan*, partisan de la ligne dure et favorable au régime, s'est fermement opposé aux propositions de « grâce ou de libération des détenus », rejetant ainsi toute forme de recul face aux manifestations. Cette position peut être interprétée comme une tentative des factions radicales du gouvernement d'empêcher l'émergence de fractures au sein de l'establishment au pouvoir et de préserver une politique répressive axée sur la sécurité. En mettant l'accent sur les mesures sévères visant les manifestants, *Kayhan* appelle en fait le gouvernement à poursuivre les arrestations, les menaces et le contrôle de la sphère publique plutôt que de rechercher une désescalade.

D'autre part, l'Organisation pénitentiaire de la province de Téhéran a démenti les informations faisant état de la détention de manifestants blessés à la prison de Fashafuyeh et de leur manque d'accès aux services médicaux. Ces démentis officiels interviennent malgré de nombreux rapports faisant état de familles maintenues dans l'ignorance, d'inquiétudes concernant l'état de santé des détenus et de difficultés d'accès aux soins médicaux. Compte tenu des expériences passées avec les déclarations des responsables, ainsi que des rapports des médias et des organisations de défense des droits humains, ces démentis ont été accueillis avec un profond scepticisme, d'autant plus que des rapports simultanés des Nations unies soulignent l'enlèvement de personnes blessées dans des hôpitaux et leur transfert vers des centres de détention.

Parallèlement à ces développements, certains responsables locaux et responsables de la sécurité ont également cherché à présenter un compte rendu plus acceptable de la répression meurtrière en citant les chiffres des victimes des deux côtés du conflit. Par exemple, le commandant du CGRI (Corps des gardiens de la révolution islamique) dans la province de Lorestan a rapporté que 334 personnes avaient été blessées lors des manifestations dans la province et a également mentionné la mort de deux membres du CGRI et de trois membres des forces Bassidji [milices paramilitaires, auxiliaires des Gardiens de la révolution]. Ce type

de discours vise généralement à mettre en avant les pertes subies par les forces gouvernementales et à justifier une répression accrue. Des reportages faisant état d'arrestations massives dans certaines provinces (dont Semnan) ont également été publiés, indiquant que les autorités continuent de recourir à une approche sécuritaire pour gérer les manifestations.

Dans l'ensemble, la position du gouvernement à l'égard des manifestations au quarantième jour peut se résumer comme suit: nier ou rejeter les informations faisant état de violations des droits humains contre des manifestant·e·s dans les prisons et les centres médicaux; mettre l'accent sur les menaces et les mesures sévères par le biais de médias tels que *Kayhan*; présenter des récits sécuritaires des manifestations par les commandants des Gardiens et les responsables; et maintenir les arrestations et la pression comme principaux outils de contrôle social. Ces positions indiquent que le gouvernement continue de présenter la situation comme une crise de sécurité nationale, sans aucun signe de réduction de la violence ou d'évolution vers la prise de responsabilité.

6 février 2026